Numéro 4 – SEPTEMBRE 20 19

Le DéfouLoire

Journal d'informations syndicales

Solidaires Finances Publiques 42
SYNDICAT NATIONAL
Section de la Loire

FINANCES PUBLIQUES
MÊME PLUS L'IMPÔT SUR LES OS

"Celui qui combat peut perdre mais celui qui ne combat pas a déjà perdu"

EDITO: Géographie revisitée: le naufrage des Services Publics …

Cher(e)s camarades,

Nous avons appris le 4 juin ce que la géographie revisitée nous réservait dans la Loire et le pire nous attend.
La direction locale a choisi d'être le VRP de ce nouveau réseau de proximité.
Elle nous répète les mêmes arguments fallacieux, les mêmes éléments de langage que le DG ou Darmanin.
Tous mentent, par omission et/ou par conviction, également face aux élus et à la presse locale.

Depuis la publication des cartes, l'administration insiste lourdement sur la concertation ouverte. Selon le Larousse, la concertation est une « pratique qui consiste à faire précéder une décision d'une consultation des parties concernées ». La décision de déstructurer le réseau a été prise sans consulter personne et l'administration se refuse à revenir sur une concertation de fond visant à remettre en débat les principes structurants de la déconcentration de proximité.
Le périmètre de cette soi-disant fameuse concertation à laquelle les OS et les agents sont invités à participer est très limité.

Ce que nous voulons, c'est l'abandon du projet en cours et l'ouverture d'une vraie négociation mais aussi la reconnaissance des qualifications, de la technicité et de tous les efforts d'adaptation fournis depuis plus de dix ans !

Pas de mobilités forcées ??? On nous prend pour des c...

On nous vend le projet de géographie revisitée en avançant le fait qu'il n'y aura pas de mobilité forcée pour les agents !
Comment serait-ce possible quand réorganisation des services de la DGFiP rime avec suppression de services et d'emplois ?
Ou alors, ils jouent sur les mots, considérant que chaque agent dans le périmètre d'un service restructuré devra faire une demande de mutation locale et obtiendra donc une mutation suite à sa demande. Il sera donc contraint de faire cette demande de mutation mais ne sera pas affecté d'office ! La bonne blague…Quoi qu'il en soit, la mobilité sera bien forcée et sera bien due à la nouvelle cartographie de la DGFiP.
La mise en place de la départementalisation a bien préparé le terrain (dès 2019 pour la Loire, département préfigurateur). En effet, avant, en cas de restructurations et suppressions d'emplois, il existait une garantie de maintien à la commune ou à la RAN qui évitait de s'éloigner de son domicile. Cette période est terminée ; la DGFiP restructure le réseau et ne veut plus s'embarrasser des garanties offertes aux agents qui la gênaient dans ses projets.
Les nouvelles formes de mutation actent la fin des garanties et la mise en place de 6 priorités :

priorité n°1 : suivre son emploi et ses missions, priorité n°2 pour rester sur son service d'origine (s'il reste un morceau du service !), priorité n° 3 pour obtenir un emploi dans un service de même nature situé sur sa commune d'affectation, priorité n°4 pour tout emploi vacant sur la commune, priorité n°5 sur un emploi dans un service de même nature sur toute la direction et enfin, **priorité n°6 pour tout emploi vacant sur la direction !**
Cela laisse le choix entre le pire et le «moins pire». La déréglementation n'a qu'un but, pouvoir déplacer les agents comme des pions.

Exemple: Sur Feurs, se trouvent initialement un SIP-SIE et une Trésorerie. La géographie revisitée prévoit que le SIP sera transféré à Montbrison et le SIE à Roanne. La Trésorerie reste sur place avec le regroupement d'autres trésoreries de la direction pour former un SGC (service de gestion comptable).
Si des collègues des autres Trésoreries transférées veulent suivre la mission, ils seront prioritaires (priorité n°1).Admettons qu'il ne reste que 5 postes à pourvoir au SGC après l'arrivée des collègues des trésoreries, seulement 5 collègues affectés précédemment au SIP/SIE de Feurs pourront rester sur la commune, les autres n'auront d'autre choix que de suivre leurs emplois, ou aller dans un autre service, mais devront faire des kilomètres chaque jour. L'argument du télétravail avancé par la direction ne tient pas, il est impossible d'être en télétravail 5 jours sur 5 !! Alors comment oser annoncer qu'il n'y aura pas de mobilité forcée ?

Des RPS comme s'il en pleuvait !!!

Solidaires finances publiques est souvent accusé de faire de la science-fiction, du catastrophisme... Malheureusement, nous étions même en dessous de la réalité.
Les agents de la DGFIP sont mis sous pression sur le plan professionnel depuis des années avec les restructurations incessantes. La géographie revisitée est d'une gravité sans précédent au regard du vaste plan de destruction de notre réseau de services publics de proximité qu'elle représente. Les agents, dont les structures vont fermer, vont devoir dans le meilleur des cas changer de « métier » ou devoir faire plus de kilomètres pour se rendre sur leur nouveau lieu de travail.
Comment l'administration peut-elle encore penser que les agents le vivent bien ?
Comment la perte de sens des missions peut-elle conduire à de meilleures conditions de travail?
De tels chamboulements conduisent à générer toujours plus de risques psycho- sociaux (RPS)

A cela s'ajoute l'insécurité de la situation au travail : le nouveau réseau de proximité couplé avec la loi de transformation de la fonction publique ne peut qu'inquiéter les agents quant à leur avenir professionnel et personnel.
Rappelons au ministre et au DG qu'ils sont tous deux pénalement responsables si malheur devait arriver aux agents dont ils ont la responsabilité.

Depuis la publication générale des cartographies de la géographie défigurée, partout sur le territoire, les personnels avec leurs organisations syndicales se mobilisent.
Les initiatives se sont multipliées, journées de grève, courriers de l'intersyndicale de la Loire aux élus, rencontres avec les maires, les députés, les sénateurs.
Un certain nombre d'agents se sont organisés pour résister, informer largement le public, les élus en distribuant des pétitions durant le mois de juin et pendant l'été, interpellation des médias locaux sur la réalité du futur réseau de la DDFIP 42 (Presse régionale, Activ Radio, TL7). **Le pourcentage de grévistes à la DDFiP de la Loire pour la journée du 25 juin 2019 s'établit à 42.88 % suite à l'appel de l'intersyndicale pour dire NON au projet présenté par la direction.**
Ce savant mélange est le bon, il faut persévérer. Déjà, de nombreux élus, leurs associations, leurs instances prennent position contre ce projet de destruction de notre réseau !
Ils détruisent notre administration !!! Ils détruisent nos emplois !!! Ils détruisent nos vies !!! Battons-nous !!! Ne lâchons rien !!! Mobilisons nous !!!

Réformes des retraites = un enième avatar de la casse des acquis du CNR :

Depuis quelques années voir décennies, nous assistons à la casse méthodique des droits sociaux et démocratiques, des acquis du programme du CNR (Conseil national de la Résistance)
Dernièrement nous avons eu droit à la Loi Travail qui assure la flexibilisation du marché du travail, la diminution de la protection légale de l'emploi et l'affaiblissement de la représentation des salariés.
Nous avons eu droit également aux réformes successives de l'assurance chômage pour évincer les syndicats de la gestion de l'indemnisation chômage et pour mettre en place une indemnisation moins importante et sous nombreuses conditions.

Et voici venir une énième réforme des retraites.
Nous allons passer d'un système à prestations définies (conditions d'âge et de durée de cotisation) où nous savons à quelle pension nous avons droit en fonction du pourcentage du salaire à un système par point.
Chaque point ouvre en théorie les mêmes droits à indemnisation, mais on ne connaîtra pas le montant de l'indemnisation au moment de l'acquisition des points. Car on ne connaît pas la valeur du point.
C'est le plus dangereux, car l'objectif est de maintenir à niveau constant la part du PIB consacrée aux retraites même si le nombre de retraité augmente, ce qui mécaniquement fera baisser la valeur du point donc des pensions.
Sans parler des discussions sur l'âge pivot ou la durée de cotisation nécessaire où tout sera fait pour que nous travaillions plus longtemps et que les pensions soient plus faibles.

Petit message personnel :

Gérald ! Jérome ! Si vous pouviez arrêter de spamer ma boite mail professionnelle plusieurs fois par mois, ça m'arrangerait, vraiment !!!
Il n'y a rien de plus désagréable que de recevoir des messages creux avec des phrases toutes faites vides de sens, écrites par des experts en communication/langue de bois ou des publicitaires (on ne sait plus trop à force qui fait quoi ; si ce sont les communicants qui gouvernent ou les gouvernants qui communiquent). Je dois avouer que toute cette propagande indigeste et vomitive que n'aurait pas reniée un scribouillard de la Pravda commence à me mettre les nerfs en pelote et mon pauvre ordinateur a failli passer par la fenêtre lors de votre dernière communication. Alors si vous arrêtiez d'essayer de nous convaincre que si nos services ferment et que nous devons aller bosser à 60 kms de chez nous, c'est pour notre bien et celui du service public, ce serait bien.
On aurait au moins l'impression que vous arrêtez de nous prendre pour des cons.

Tu sais où tu peux te le carrer, ton changement !!!

Si, si, ils ont osé. Les agents de la Loire sont conviés à une session de formation sur le thème du changement le 21 novembre. Les autres directions y sont passées ou y passeront aussi.

Cette formation a « pour principal objectif d'amener chacun à percevoir le changement comme une composante naturelle de la vie de nos organisations permettant ainsi aux collaborateurs de créer les conditions pour le vivre positivement en lui donnant du sens ». Ah ouais, quand même, ça en jette !!!
Donc on nous prend pour des pions et des moins que rien en fermant, transférant, fusionnant nos services, nous obligeant à changer de métiers ou à faire des kilomètres en plus. Ils détruisent notre administration, nos emplois, nos vies !!! Et ils vont tranquillement nous expliquer à coup de formules pompeuses aussi creuses que la présentation ci-dessus que ce changement, c'est bon pour nous. Ils sont forts à la DG !!!
Oui, il n'y a pas à dire, ils osent tout et c'est à ça qu'on les reconnaît !!!
Leur langue de bois, leur jargon abscons, leurs formules managériales creuses dignes de la novlangue de

Georges Orwell, tout cela pour rendre acceptable l'inacceptable. Leur formation sera aussi efficace qu'un pansement sur une jambe de bois ; ils peuvent donc se la garder et encore on s'efforce de rester poli !!!
Il n'y a qu'une chose à dire et ils feraient mieux de la jouer profil bas : nous sommes les défenseurs des services publics, ils en sont les fossoyeurs ! C'est tout ce que retiendra l'Histoire !

Le grand chef avec un drapeau noir :

Dans un service de la DDFIP de la Loire dont nous tairons le nom, un chef de service dont nous tairons également le nom a cru bon de taillader et mettre en lambeaux le drapeau noir « l'impôt sur les os » symbole du combat de l'intersyndicale DGFIP contre la géographie revisitée, le tout lors de son dernier jour avant la retraite.
Ce triste sire a terminé son œuvre de 5 années passées à emm….. les agents en envoyant un beau mail aux représentants syndicaux locaux où il dit tout le bien qu'il pense d'eux en les accusant, entre autre, de se servir du syndicat pour ne pas être au bureau.
La direction a été prévenue immédiatement, le directeur s'en est ému sans être surpris car l'individu était déjà défavorablement connu des services.
Solidaires Finances Publiques ne s'interdit pas de porter l'affaire encore plus loin, le comportement de cette personne, chef de service de surcroît, étant proprement inadmissible (surtout qu'il n'en était pas à son coup d'essai !)
Ce chef de service n'a jamais accepté que certains représentants syndicaux lui tiennent tête sur des sujets tout à fait légitimes.
Il est absolument inadmissible que certains chefs de services (heureusement peu nombreux !) se comportent encore en petits roitelets locaux pensant avoir tous les droits sur leurs agents.
Solidaires Finances Publiques continuera à combattre avec force et fermeté tous ces agissements scandaleux.
Quant à celui-ci, il a toute la pitié de l'ensemble des agents pour avoir affiché et démontré jusqu'à la dernière minute de sa carrière son mépris pour "ses subordonnés" et notre organisation syndicale.

Citations :

« Notre conscience professionnelle a ses limites. Le mépris de nos élites n'en a aucune » Anonyme à la DGFIP

« Concertation, piège-à-cons » Autre anonyme à la DGFIP parodiant Sartre

« Essayer d'argumenter avec un con, c'est un peu comme se masturber avec une râpe à fromage : beaucoup de souffrance pour peu de résultat. » P Desproges.
Que personne ne porte plainte pour injure publique en se sentant visé, ce n'est qu'une citation.

« Le doute est l'apanage des gens intelligents ; les cons n'ont que des certitudes »
Idem que pour la citation précédente. En même temps si certains, en haut lieu, se sentent visés, nous n'y pouvons rien !!! (Pour d'éventuels procès, veuillez vous adresser directement à Solidaires Finances Publiques 80 rue de Montreuil Paris 11e)

« *Technocrates*, c'est les mecs que, quand tu leurs poses une *question*, une fois qu'ils ont fini de répondre... tu comprends plus la *question* que t'as posée ! » *Coluche*
Toutes ressemblances avec les personnes assurant le service après-vente de la géographie revisitée (ministre, DG, DDFIP...) seraient purement fortuites !!!